



Recourante :  
A\_\_\_\_\_ SÀRL  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ [GE]

Intimé :  
OCAS - CAISSE GENEVOISE DE  
COMPENSATION  
Rue des Gares 12  
Case postale 2595  
1211 Genève 2

**C/22597/2025**

**ACJC/22/2026**

**DU JEUDI 8 JANVIER 2026**

Vu le jugement JTPI/16751/2025 du 2 décembre 2025 prononçant la faillite de A\_\_\_\_\_ SÀRL (ch. 1 du dispositif);  
Vu le recours contre ledit jugement formé le 29 décembre 2025 par A\_\_\_\_\_ SÀRL, dans le délai et la forme prescrits par l'art. 321 al. 1 et 2 CPC;  
Vu le paiement de la dette, intérêts et frais compris;  
Attendu que l'attention de la partie recourante est expressément attirée sur le fait qu'une nouvelle faillite la concernant, qui serait prononcée postérieurement à la réception du présent arrêt, ne sera plus rétractée, sauf si elle prouve sa solvabilité par pièces, jointes au recours;  
Vu en droit les articles 174 LP, 309 let. b ch. 7 et 319 ss CPC.

**PAR CES MOTIFS,**

**La Chambre civile :**

Annule le chiffre 1 du dispositif du jugement de faillite N° JTPI/16751/2025 rendu par le Tribunal de première instance le 2 décembre 2025 dans la cause C/22597/2025-22 SFC (poursuite N° 1\_\_\_\_\_).

Confirme le jugement pour le surplus.

Condamne la partie recourante aux frais du recours, taxés à 220 fr., et dit qu'ils sont compensés par l'avance de frais de même montant fournie par elle, qui reste acquise à l'Etat de Genève.

**Siégeant :**

Madame Pauline ERARD, présidente *ad interim*; Madame Sylvie DROIN, Monsieur Ivo BUETTI, juges; Madame Barbara NEVEUX, greffière.

Indication des voies de recours :

*Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.*

*Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.*

Communiqué le dispositif du présent arrêt aux parties par plis recommandés, ainsi qu'à l'Office des faillites, à l'Office des poursuites, au Registre du commerce et au Registre foncier le 8 janvier 2026.